

Les propos du PDG en visite à Roanne !

Luc Vigneron, PDG du groupe, était présent sur le site de Roanne ce vendredi 12 décembre. Il a rencontré les organisations syndicales de 12 à 13 heures, l'occasion d'aborder l'avenir industriel du site au travers des différents programmes. Globalement, le PDG est confiant sur le court terme et parle d'interrogations, mais pas d'inquiétudes, à compter de 2011. Il met en avant la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) pour mieux nous préparer aux évolutions futures. Rendez-vous est donc pris en début 2009 dans un CCE spécifique. Au cours de l'après-midi, le PDG devait visiter les principaux ateliers où sont réalisés les programmes majeurs.

La CFDT a principalement porté son intervention sur l'industriel et notamment sur les programmes réalisés sur le site de Roanne. Le PDG a apporté quelques réponses qui tendent à rassurer les salariés sur la charge à venir, tout en se disant prudent sur la période d'après 2010 où « nous serons confrontés à une conjoncture de fin de programmes ». Considérant que d'ici là « on ne sait pas ce qui peut se passer », le PDG véhicule « un message de vigilance » et ne veut pas laisser penser que l'entreprise repart vers les difficultés qu'elle a pu connaître par le passé.

Au sujet du contrat **VBCI** et de son cadencement, il se dit plutôt rassuré par les propos qu'il a pu recueillir et pense que les prévisions initiales pourraient être maintenues. Il est vrai que les plus hauts dirigeants de l'Etat semblent apporter leur soutien à ce programme terrestre. Les prochaines semaines, au travers des débats de la LPM, devraient certainement nous éclairer sur ce sujet. La CFDT interviendra en Conseil d'Administration du 18 décembre auprès des représentants du client Etatique afin de vérifier cette tendance.

Le programme **Caesar France** court jusqu'en 2011 et la suite (nouvelle tranche) n'est inscrit dans la future LPM que pour l'année 2015. Factuellement, il y a un trou de 3 ans sur lequel la CFDT a interrogé le PDG quant au maintien des compétences notamment. La réponse passe semble-t-il par un contrat export fabriqué à Roanne mais rien n'est en vue pour l'instant.

A la suite du **contrat 10RC** prévu mi 2010, le PDG compte sur la revalorisation de l'**Engin Blindé du Génie** (EBG) qui apportera une charge industrielle intéressante pour Roanne. Ce contrat est inscrit dans la future LPM, ce qui laisse dire au PDG « qu'il n'y a pas de signe d'alerte sur ce programme ». Par contre, Luc Vigneron est plus circonspect sur les Etudes reconnaissant que la LPM n'est pas généreuse pour cette mission et que « des bruits alarmants circulent la part consacrée aux études terrestres ». Cependant, il ne désespère

pas de convaincre la DGA de soutenir la R&D de Nexter.

La CFDT a beaucoup insisté sur les évolutions du rôle de Nexter dans le soutien client avec les prises de **contrat SSPP** et **MLS** par exemple. Le PDG a convenu que « DSC allait changer sa façon de travailler dans les prochaines années, mais que nous avons du temps pour nous y préparer, en utilisant la GPEC notamment ». M. Baillet a rajouté que les objectifs de disponibilité allaient modifier nos habitudes et demanderaient une approche maîtrisée pour satisfaire le client. L'**offre SSPP** sera remise fin mai et la signature du contrat reste prévue au dernier trimestre 2009.

Le produit **Aravis** a subi de nombreux essais avec notre client français et a rencontré un franc succès, mais il faudra sans doute trouver des crédits si l'armée française veut en acquérir, car rien n'est aujourd'hui inscrit dans les budgets de la Défense pour l'achat de ce matériel.

Dans un horizon plus lointain, le PDG a également parlé des études menées sur l'**EBRC** pour lequel il a précisé qu'il ne serait certainement pas franco-français mais qu'aujourd'hui Nexter travaillait sur sa préparation (crédit autofinancé) et qu'il faudrait à l'avenir être capable de présenter des « produits sur étagère » à nos potentiels clients comme pour l'**Engin Blindé Médian** (EBM). C'est pour cette raison que le PDG s'apprête à augmenter les crédits autofinancés, supérieurs à 2008. Il a rappelé que cela nécessitait de bons résultats de l'entreprise comme c'est le cas actuellement. Sur les alliances, Luc Vigneron n'a apporté aucune nouvelle information, précisant que les regards actuels se portaient côté britanniques (???) mais « qu'in fine, c'est l'Etat actionnaire qui décide ».

Sur les négociations actuelles, le PDG remet ce dossier au DCRH, en ajoutant que « nous avons su trouver jusque là les compromis nécessaires ». Au retour de cette réunion, la convocation du DCRH tombait sur les mails des organisations syndicales pour une réunion le 17 décembre.